

Question de recherche : quel cadre pour...

Acteurs
privés

→
Financements
supplémentaires
(additionnels)

Acteurs de la
conservation

= ceux qui agissent sur le
terrain : conservation,
restauration, transition



La COP 15 « biodiversité » de 2022 a défini un « cadre mondial pour la biodiversité »
(ou GBF : Global Biodiversity Framework)

⇒ Un ensemble de 23 cibles pour 2030 et un cadre méthodologique pour y arriver

=> Une estimation : il faut 200 milliards de \$ / an pour y arriver dont l'essentiel doit venir des acteurs économiques privés.

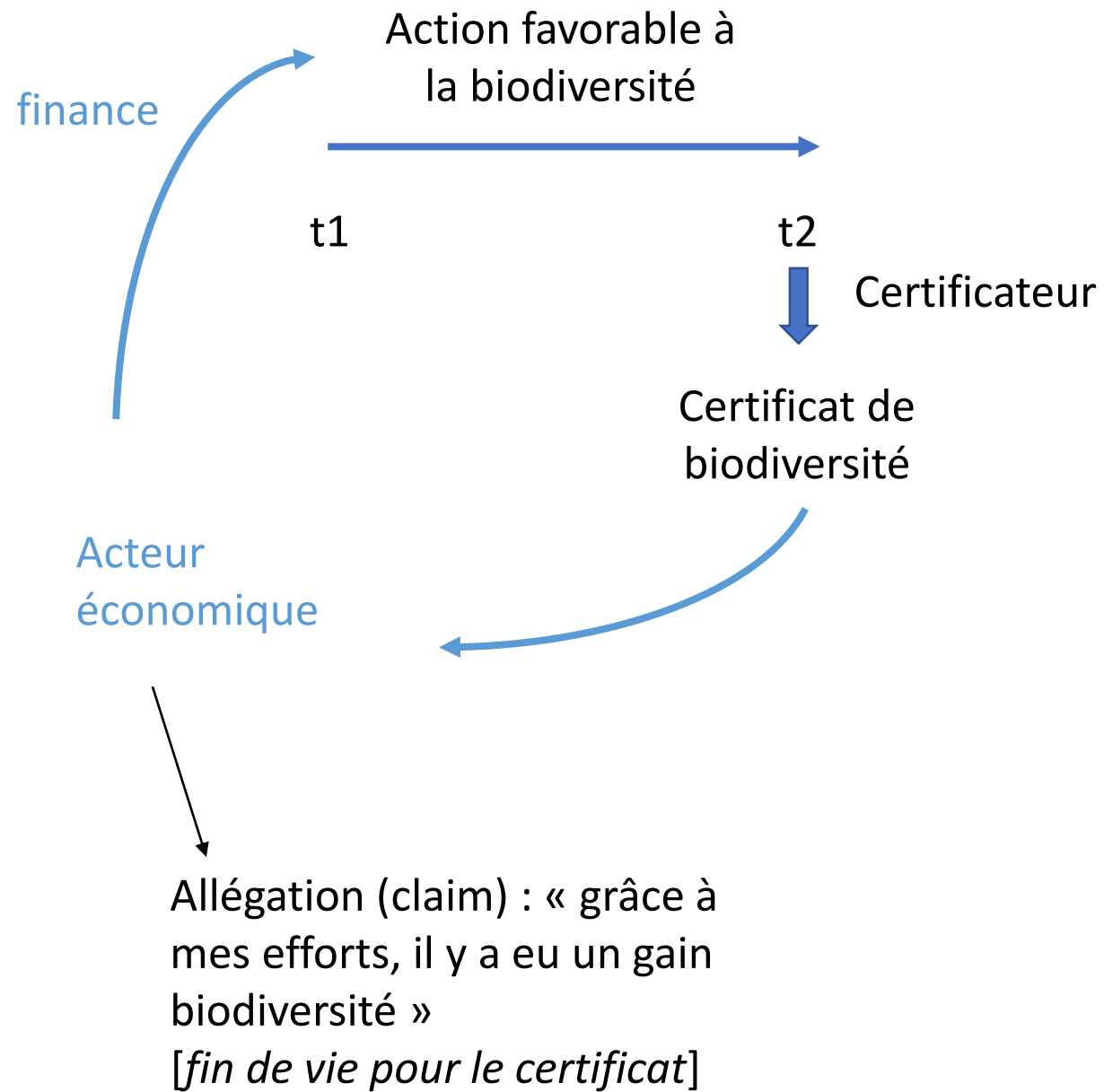
Cible 19

Substantially increase the level of financial (...) private resources (...) to implement national biodiversity strategies and action plans, by (...) stimulating innovative schemes such as (...) biodiversity offsets and credits (...) with environmental and social safeguards (...)

CERTIFICATS POUR LA BIODIVERSITÉ



Ce programme de recherche a bénéficié du mécénat du Fonds de dotation *Muséum pour la Planète*, grâce aux soutiens de Kering, de l'Organization for Biodiversity Certificates, d'Axa, Vinci Construction, de L'Occitane en Provence, de RTE, d'ADP et de NaTran



Un détour / REX : marché des crédits carbone

Enjeu de l'intégrité de l'offre (confiance des acheteurs) :

- Additionalité Biodiv : enjeux similaires (!? reconnaître efforts passés)
- Permanence Biodiv : enjeux variables (préservation de l'état vs préservation de la dynamique)
- Fuite Biodiv : enjeux similaires mais plus complexes

Constat : un conflit entre rentabilité financière et intégrité

!! Effet d'aubaine

Enjeu plus global : participe à la décarbonation ?

=> Pas vraiment, car vient compenser les émissions, toujours moins efficace que de les éviter.

=> contribution plutôt que compensation ?

Catégories de
responsabilités biodiversité
d'un acteur économique

Cadre d'action

Nouveaux impacts
(développement
d'activités)

Mitigation strategy (ERC)

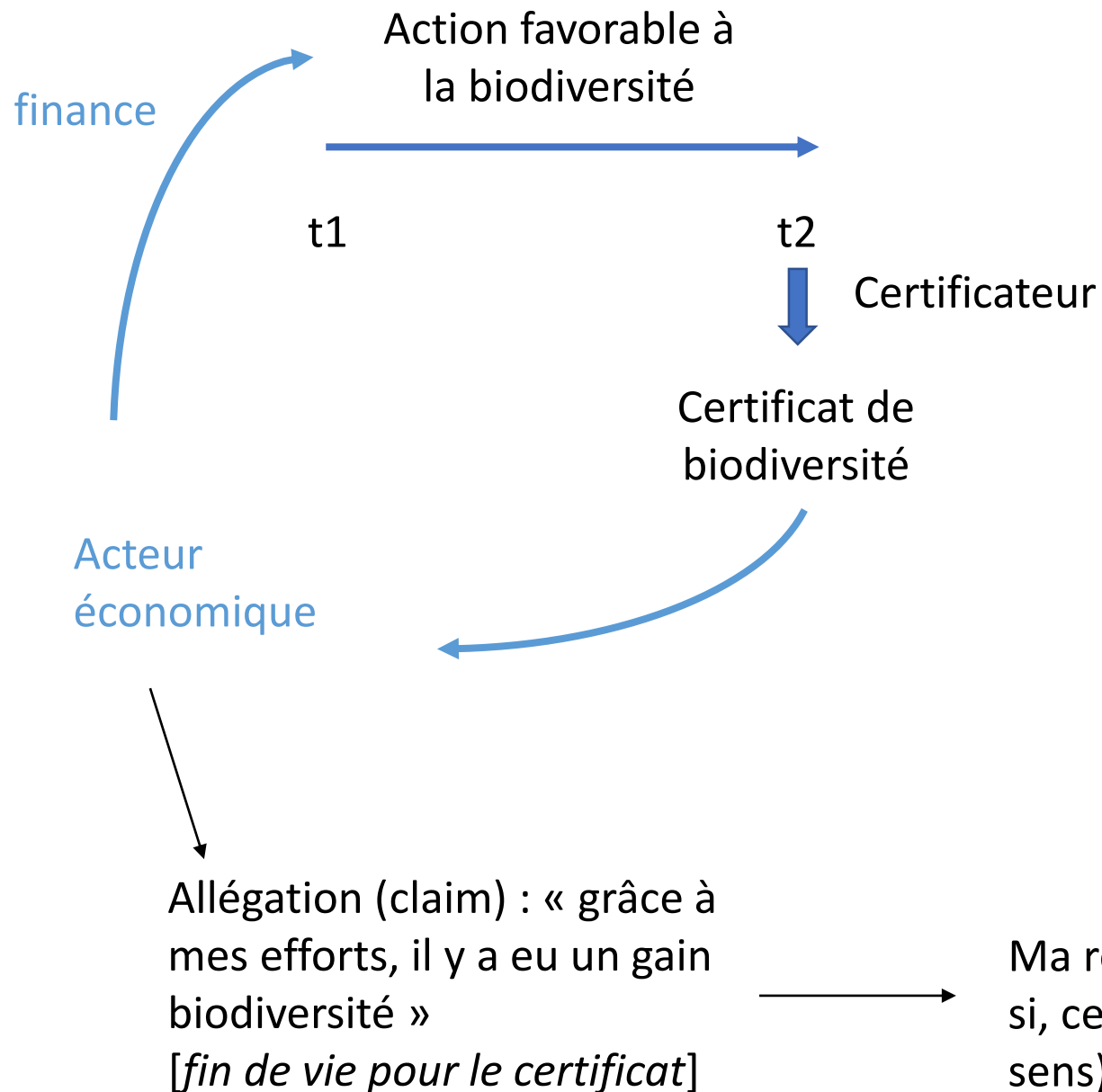
Compensation réglementaire, « like
for like » détruit/compensé ; SNCRR

Réduction des
pressions **existantes**
(impact et dépendance)

Juste contribution proportionnelle aux impacts
constatés (logique attributive)

Remboursement de la
dette **collective** héritée
du **passé**

Juste contribution proportionnelle aux moyens
(logique contributive)



Cible 15

Take legal, administrative or policy measures to encourage and enable business (...) to regularly monitor, assess, and transparently disclose their (...) impacts on biodiversity (...) in order to progressively reduce negative impacts on biodiversity, increase positive impacts (...)

Un nouveau récit !

Vers des « certificats biodiversité territoriaux »

Les acteurs économiques ont un ancrage dans les territoires :

- Par leur chaîne de valeurs
- Ce sont des aménageurs
- Via leur siège social ou industriel

Ils veulent contribuer au développement du territoire auquel ils sont attachés

La biodiversité les intéresse mais ils savent que c'est complexe et que les actions ont besoin de cohérence

Et justement, dans ces territoires, les acteurs en charge de stratégie biodiversité ne manquent pas :

- Régions
- Agence Régionale de Biodiversité
- L'OFB
- Les PNR
- Les réserves de Biosphère (MAB)
- J'en oublie sans doute

Ces acteurs manquent de moyens et ça ne va pas en s'arrangeant



TARGET 1 : all areas under biodiversity spatial planning

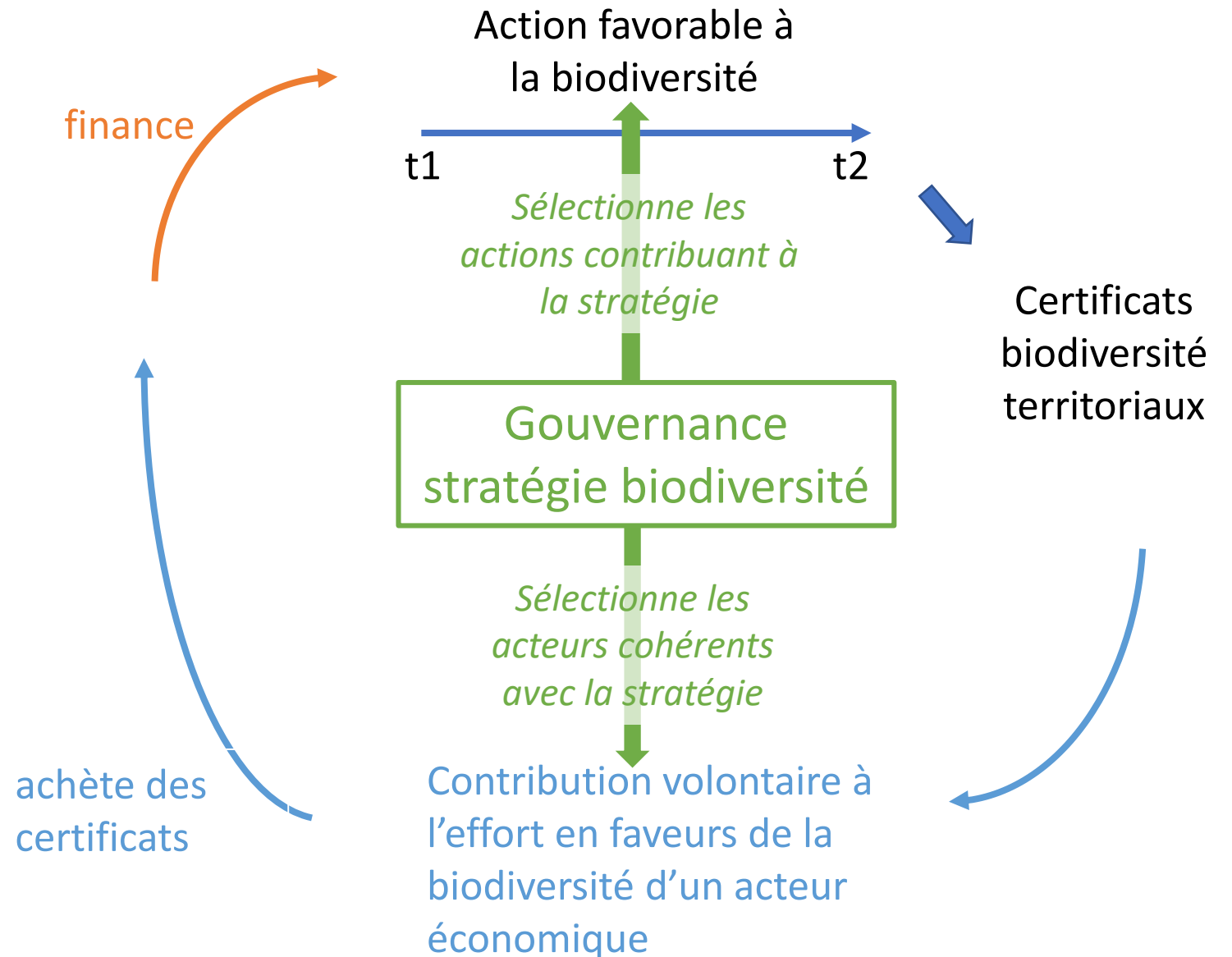
TARGET 2 : 30 % of degraded ecosystems are under restoration

TARGET 3 : 30 % of areas are effectively conserved through protection

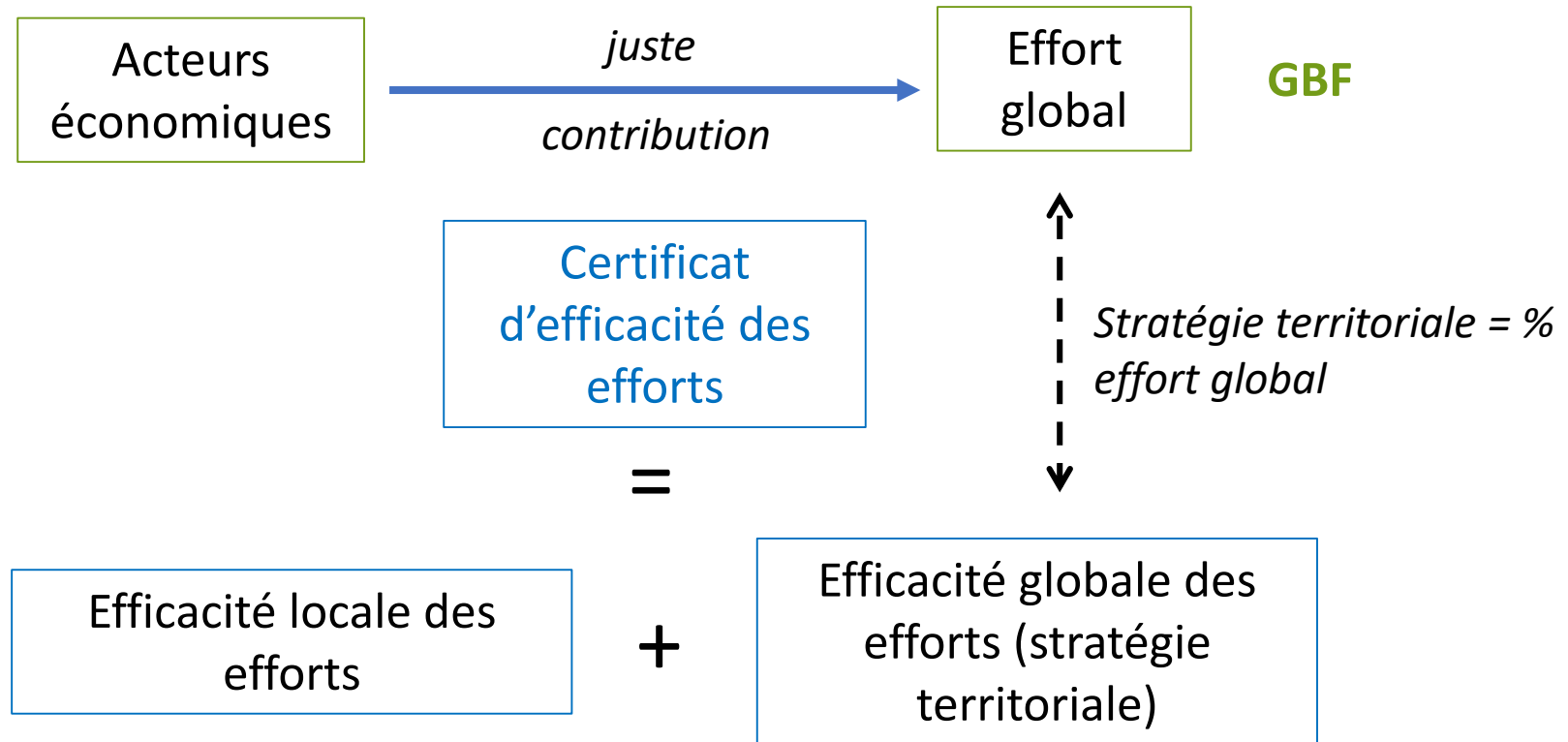
TARGET 10 : agriculture and forestry are managed sustainably, through a substantial increase of biodiversity friendly practices

Un mécanisme de financement complémentaire des stratégies territoriales biodiversité

Certificats biodiversité territoriaux = minimisent les coûts de transaction ; une sorte de monnaie locale entre acteurs engagés pour la biodiversité



CERTIFICAT DE BIODIVERSITÉ : PROPOSITION D'ARCHÉTYPE



CERTIFICAT DE BIODIVERSITÉ : PROPOSITION D'ARCHÉTYPE

